

Les plus enfermés ne sont pas toujours ceux que l'on pense

Alors que nous sommes au cœur de l'Europe, Guantanamo se vit chez nous, en les murs, dans l'indifférence la plus générale. Enfermement pur et dur, cette option politiquement correcte simpliste ne fait que surseoir à statuer. La tension carcérale est à son comble et nous risquons l'explosion ! Faut-il une nouvelle évasion, une nouvelle prise d'otage, des agents pénitentiaires en grève, parce que dépassés, pour une vraie prise de conscience ? Faut-il de nouvelles radicalisations, de nouveaux attentats ? Une généalogie carcérale héritée des cachots du Moyen Âge, qui enferme pour punir et redresser, a démontré à suffisance son cuisant échec. Paroxysme de ce choix politique, le nombre de nos détenus est en augmentation constante.

Pour casser cette spirale infernale, la question se pose, dès lors, aujourd'hui, de savoir ce que nous voulons faire de nos prisons et quel statut voulons-nous pour nos détenus ? Notre politique pénale ne deviendra cohérente, et donc profitable à la société civile à protéger, qu'au prorata d'une doctrine carcérale efficace, pédagogique et avant tout humaine. Les « a priori » véhiculés dans la société civile ne doivent pas être synonymes d'abandon de cette responsabilité de l'État. À ces conditions de réforme nécessaire seulement, la prison pourra alors devenir l'exception, tandis que la prévention de la récidive l'objectif. Donner un sens à la peine est la clé de voûte pour résoudre le problème chronique de l'enfermement. Parce que penser à ce pourquoi on est là, pour ne pas y retourner, donne à réfléchir et réfléchir permet de commencer à sortir d'une case.

*Juriste de formation, titulaire d'un Master en Droit Européen, ex-avocate au Barreau de Bruxelles, journaliste d'investigation judiciaire, chroniqueuse radio, conférencière et auteure, **Alessandra d'Angelo** est une femme passionnée par les faits de société et par l'humain qu'ils recèlent. En 2010, elle s'intéresse tout particulièrement aux phénomènes d'exclusion et de radicalisation. En 2015, après les événements de Charlie Hebdo, elle publie « Ma liberté d'expression et eux », un outil pédagogique à destination des adolescents, qui leur explique avec leurs propres mots, pourquoi l'on peut mourir en tenant un crayon. En 2016, elle publie « Présumé Coupable », une réflexion, présentée par l'auteur, en filigrane de l'Affaire Wesphael, sous-tendue par une question fondamentale : quelle Justice voulons-nous ? Une Justice figée et punitive qui travaille à charge ou une Justice prête à vaciller sur le socle de ses certitudes séculaires pour entrer dans une autre ère, celle d'une Justice plus humaine, préventive et restauratrice, préservant le principe fondamental de la présomption d'innocence. Elle est la fondatrice de l'antenne belge de l'organisation « Innocence Project », une association américaine qui se bat contre les erreurs judiciaires, et cofondatrice de « Educ-actions », une association qui sensibilise les adolescents en décrochage à la non-violence et au vivre-ensemble.*

Photographie de couverture : Alain Rolland - www.imagebuzz.be



9 782806 103147

ISBN : 978-2-8061-0314-7

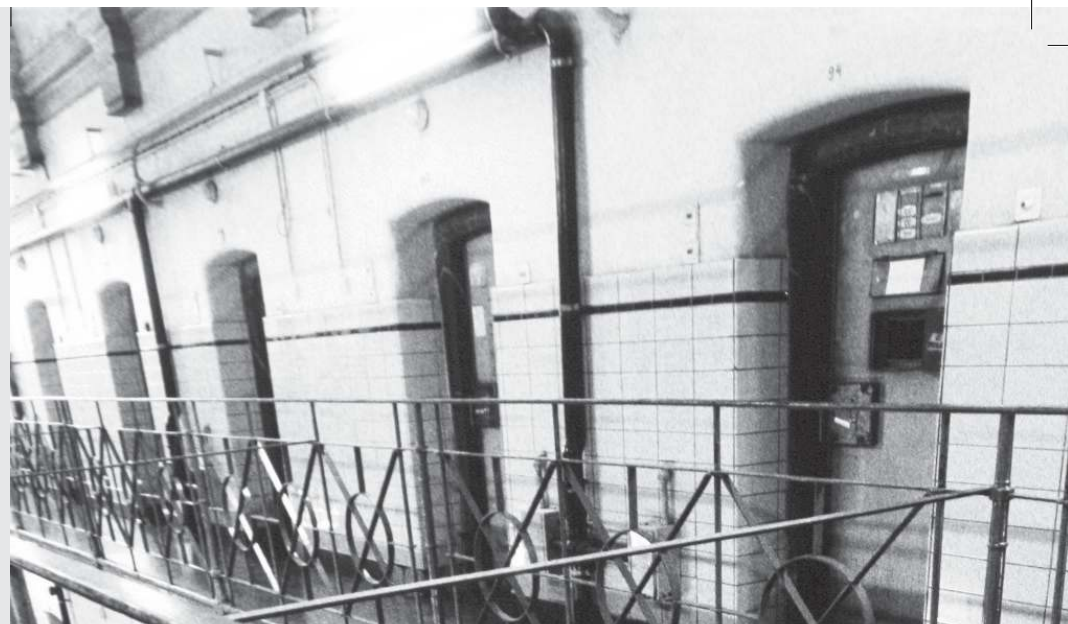
www.editions-academia.be

19 €



Alessandra d'Angelo

CASE PRISON Un jeu d'échecs



CASE PRISON

Un jeu d'échecs

Alessandra d'Angelo

academia
L'Harmattan